



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n° 2022 DCPAT/BE-206 en date du 26 octobre 2022**

portant mise à jour du classement et fixant des prescriptions complémentaires à l'établissement d'entretien et de réparation de moteurs d'avions civils et militaires exploité par Safran Aircraft Engines au 1 rue Maryse Bastié, commune de Châtellerault (86 101), activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Le Préfet de la Vienne**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**Vu** le décret du 15 février 2022 du Président de la République portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet de la Vienne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-SG-DCPAT-020 en date du 12 juillet 2022 donnant délégation de signature à Madame Pascale PIN, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-DCPAT/BE-062 en date du 2 avril 2021 portant autorisation environnementale pour l'exploitation par la société Safran Aircraft Engines d'un établissement d'entretien et de réparation de moteurs d'avions civils et militaires situé ZI Nord, 1 rue Maryse Bastié, commune de Châtellerault (86 101), activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2021-DCPAT/BE-085 en date du 26 avril 2021 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2021-DCPAT/BE-062 en date du 2 avril 2021 portant autorisation environnementale pour l'exploitation par la société Safran Aircraft Engines d'un établissement d'entretien et de réparation de moteurs d'avions civils et militaires situé ZI Nord, 1 rue Maryse Bastié, commune de Châtellerault (86 101), activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la mise à jour du calcul des garanties financières transmise par Safran Aircraft Engines à l'inspection des installations classées par mail du 27 mai 2021, complétée par mail des 9 septembre 2021 et 21 juillet 2022 ;

**Vu** le dossier de porter-à-connaissance transmis par Safran Aircraft Engines à l'inspection des installations classées par mail du 7 septembre 2021 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1er août 2022 ;

**Vu** le courrier adressé le 10 août 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**Vu** les observations formulées par l'exploitant par courriel du 29 août 2022 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent nécessaires ni les consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32, ni une nouvelle participation du public, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** qu'il y a lieu de mettre à jour le classement de l'installation et de fixer des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Identification**

Les dispositions applicables à la société Safran Aircraft Engines, ci-après « l'exploitant », inscrite au répertoire SIREN sous le numéro 414 815 217, dont le siège social est situé 2 boulevard du Général Martial Valin 75 015 Paris, pour l'établissement qu'elle est autorisée à exploiter au 1 rue Maryse Bastié 86 101 Châtellerault, sont modifiées et complétées par les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 – Actes modifiés**

L'arrêté préfectoral du 2 avril 2022 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 3 et 4 du présent arrêté.

### **Article 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le tableau de l'article 1.2.1 est remplacé par le tableau suivant :

«

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Capacités maximales
3260	A	Traitement de surface Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cubes	79 200 l
4110 3	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés 3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 50 kg	240 kg (6 bouteilles de fluorure d'hydrogène de 40 kg)
4130 2	A	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	22,9 t (19 t d'acide nitrique + 3,9 t d'autres produits liquides et déchets)
2565 2	E	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieure à 1 500 l	32 550 l
1185 2	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	750 kg
2560	DC	Travail mécanique des métaux et alliages 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW	763 kW
2561	DC	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages	11 fours de traitement thermique dont 3 fours pour APV + équipement à induction
2563	DC	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	3 610 l
2565 3	DC	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique 3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements	Décapage thermochimique
2910 A	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	13,591 MW (4 chaudières gaz de 6 000, 4 640, 2 500 et 3 kW + 4 groupes électrogènes pour 448 kW)
2921	DC	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	767 kW (2 TAR) jusqu'au 31 mars 2023, puis 562 kW (1 TAR)
2575	D	Emploi de matières abrasives La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	146 kW

2915 2	D	Procédés de chauffage 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l	25 000 l
4441	D	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	18,4 t (Bonderite 4338 essentiellement)
4715	D	Hydrogène (numéro CAS 133-74-0) 2. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 1 t	109 kg (8 racks de 158 m <sup>3</sup> + 2 bouteilles de 10 m <sup>3</sup> )
4719	D	Acétylène (numéro CAS 74-86-2) 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t	386 kg (6 racks de 8 bouteilles de 6 m <sup>3</sup> + 7 bouteilles de 6 m <sup>3</sup> )
4725	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	3, 932 t (1 bonbonne de 3 359 l + 3 bouteilles de 10 m <sup>3</sup> + 1 bouteilles de 4,2 m <sup>3</sup> + 2 bouteilles d'1 m <sup>3</sup> )

A : Autorisation ; E : Enregistrement, D/DC : Déclaration

»

## Article 4 – Garanties financières

### I. Dispositions spécifiques aux établissements soumis à garanties financières

I.1. L'article 1.5.5 est ainsi rédigé :

« La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet au moins trois mois avant la prise en charge de l'exploitation.

I.1. Après l'article 1.6 sont insérées les dispositions suivantes :

« Article 1.7 GARANTIES FINANCIÈRES

#### Article 1.7.1 – Objet des garanties financières

Conformément au paragraphe IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines, et prévoit a minima la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25.

#### Article 17.2 – Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 264 427 € TTC, (pour un indice TP 01<sub>base2010</sub> de 113 (paru au JO du 23 juillet 2021) et un taux de TVA de 20 %).

### Article 1.7.3 – Établissement des garanties financières

L'exploitant actualise le montant en se basant sur la dernière publication de l'indice des travaux publics TP 01 et adresse avant le 1<sup>er</sup> novembre 2022 au préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

### Article 1.7.4 – Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

### Article 1.7.5 – Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP 01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

### Article 1.7.6 – Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

### Article 1.7.7 – Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la

suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### Article 1.7.8 – Appel des garanties financières

I.- Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant physique.

II.- Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e) susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e) susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e) susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

#### Article 1.7.9 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés. Ce retour à une situation normale est constaté dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R. 512-46-25 à R. 512-46-27 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation du maire de Châtelleraut.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

»

## II. Quantités maximales de déchets susceptibles d'être présents sur le site

Le troisième alinéa et le tableau de l'article 5.1.3 sont remplacés comme suit :

« La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes 141 tonnes de déchets et produits dangereux et 24 tonnes de déchets non dangereux, et respecte les quantités maximales par nature de déchet suivantes :

Type déchets	Code de déchets	Nature des déchets et produits	Quantité maximale sur le site en tonnes
Dangereux	11 01 07*	Eau de tour de lavage FIC	-
Dangereux	11 01 07*	Mélanges aqueux basiques	5
Dangereux	07 06 01*	Eau de ressuage émulsifiante	0,5
Dangereux	11 01 07*	Bains basiques	5
Dangereux	12 03 01*	Produits lessiviels	-
Dangereux	11 01 05*	Bains acides	5
Dangereux	11 01 07*	Permanganate	5
Dangereux	11 01 05*	Acide chlorhydrique	-
Dangereux	11 01 05*	Acide fluorhydrique	-
Dangereux	14 06 03*	Produit pétrolier	-
Dangereux	13 05 07*	Mélanges eaux + hydrocarbures	0,5
Dangereux	14 06 03*	Mélange de solvants non halogénés	0,4
Dangereux	12 01 07*	Huile soluble	5
Dangereux	19 02 05*	Boues de station	8
Dangereux	16 05 06*	DTQD inflammable toxique	0,1
Dangereux	15 01 02*	Emballages plastiques	0,8
Dangereux	14 06 03*	D-solv IND1	1
Dangereux	20 01 21*	Tubes néons	0,2
Dangereux	13 01 13*	Huiles usées	5
Dangereux	15 02 02*	Déchets solides souillés par l'acide	-
Dangereux	11 01 16*	Résines échangeuses d'ion	-
Dangereux	15 02 02*	Chiffons et absorbants souillés	2

Type déchets	Code de déchets	Nature des déchets et produits	Quantité maximale sur le site en tonnes
Dangereux	16 11 01*	Matériaux d'isolation TTH	0
Dangereux	11 01 09*	Boue d'hydroxyde métallique	4
Dangereux	08 01 11*	Déchets de peintures organiques	0,5
Dangereux	08 01 11*	Déchets de peintures sermetel	3
Dangereux	08 01 13*	Boues de peintures organiques	0,5
Dangereux	08 01 13*	Boues de peinture sermetel	3
Dangereux	18 01 01*	Déchets de soins	-
Dangereux	09 01 05*	Fixateur et révélateur	0,4
Dangereux	16 05 04*	Aérosols	0,25
Dangereux	12 01 20*	Matériaux de meulage	0,1
Dangereux	17 06 01*	Amiante	0,2
Dangereux	16 06 01*	Batterie	0,1
Dangereux	16 05 06*	DTQD inflammable	0,4
Dangereux	16 05 06*	DTQD toxique liquide	0,1
Dangereux	16 05 06*	DTQD Toxique solide	0,1
Dangereux	11 01 05*	Chlorure ferrique	0,6
Dangereux	16 10 01*	Eau + Glycol	0,2
Dangereux	07 06 01*	Liquides aqueux de nettoyage	0,5
Dangereux	06 13 02*	Charbon actif à régénérer	0,5
Dangereux	16 02 10*	Charbon actif à régénérer	0,06
Dangereux	11 01 98*	Déchet platine liquide	1
Dangereux	12 01 16*	Poudre plasma	-
Non dangereux	20 01 01	Papiers et Cartons non souillés	2
Non dangereux	20 01 38	Bois	2
Non dangereux	20 01 39	Plastiques non souillés	0,3
Non dangereux	20 01 99	D I B	2
Non dangereux	20 01 40	Ferrailles	5



Type déchets	Code de déchets	Nature des déchets et produits	Quantité maximale sur le site en tonnes
Non dangereux	20 01 40	Métaux	5
Non dangereux	12 01 17	Corindon	5
Non dangereux	18 08 99	Boue de fond de cuve tours	1
Non dangereux	12 01 15	Boue de polissage	-
Non dangereux	09 01 99	Papier +pb	-
Non dangereux	20 01 36	Équipements électriques	0,5
Non dangereux	15 02 03	Déchet de platine solide	0,5
Non dangereux	18 01 01	Objets piquants coupants	0,02
En cours de production maximaux sur site :			
Dangereux		Bains acides TS	19
Dangereux		Bains alcalins TS	27
Dangereux		Bains solvantés TS	18
Dangereux		Bains lessiviels et framalite TS	18

»

## Article 5 – Installations et conduit raccordées

L'article 3.2.2 est complété comme suit :

« La liste des conduits est mise à jour en tant que besoin par l'exploitant. Cette liste à jour est datée et tenue à disposition de l'inspection des installations classées. Elle est transmise annuellement avec le bilan prévu à l'article 2.9.2 du présent arrêté. Les modifications apportées à la liste font l'objet de justifications. »

## Article 6 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1° Par la société Safran Aircraft Engines dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivantes : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

## Article 7 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Châtelleraut et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne pour une durée minimale de quatre mois.

## Article 8 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Vienne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Châtelleraut, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Safran Aircraft Engines et dont une copie sera adressée au maire de Châtelleraut ainsi qu'à la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Poitiers, le 26 octobre 2022

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale

Pascale Pin